

L'aide au développement n'est pas un outil de gestion des migrations !

Appel conjoint des ONG françaises membres et partenaires de Coordination SUD

Alors que les Nations unies rappellent que les progrès du développement humain sont menacés par le dérèglement climatique et l'aggravation des inégalités à l'échelle mondiale, la solidarité internationale fait figure de grande absente de la campagne présidentielle française. Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, force est de constater que c'est l'approche la plus contestable qui a paradoxalement reçu le plus d'échos : celle qui promeut l'utilisation de l'aide publique au développement comme un outil de gestion des migrations.

Certain-e-s candidat-e-s considèrent en effet le développement des pays tiers comme le meilleur moyen pour maintenir les migrant-e-s en dehors de nos frontières nationales. Ceci résulte d'une analyse erronée des phénomènes migratoires. Faut-il rappeler que les personnes qui s'engagent dans une migration internationale ne sont pas les plus pauvres, mais celles qui en ont les moyens ? Faut-il rappeler que le développement socio-économique tend d'ailleurs, à court et moyen termes, à stimuler les migrations internationales car un meilleur accès aux ressources financières rend la mobilité envisageable ? L'émigration de 60 millions d'européen-ne-s pendant la révolution industrielle illustre ce point : le développement s'accompagne, dans les premières décennies, d'une augmentation de l'émigration. La réduction de la pauvreté, bien que nécessaire, ne se traduit donc pas automatiquement par une baisse de la migration.

Certain-e-s prétendant-e-s à la fonction suprême vont jusqu'à proposer de conditionner la politique de solidarité internationale au contrôle des migrations. Ainsi, un État recevrait plus ou moins de ressources financières, d'avantages commerciaux ou d'assistance technique français et européens selon sa capacité à contenir les candidat-e-s à l'exil à l'intérieur de ses frontières. Cette instrumentalisation constitue une rupture extrêmement inquiétante dans la vision du développement, en négligeant les besoins réels des plus vulnérables et en condamnant l'aide à la défense des intérêts sécuritaires des pays donateurs.

Les organisations de solidarité internationale alertent aujourd'hui les candidat-e-s à l'élection présidentielle : la France doit non seulement atteindre lors du prochain quinquennat l'engagement d'allouer 0,7 % de sa richesse nationale à l'aide publique au développement. Elle doit aussi s'assurer que celle-ci ne soit pas une monnaie d'échange dans la gestion des flux migratoires. Si la politique de développement et de solidarité internationale devait servir un objectif migratoire, c'est avant tout de contribuer à créer les conditions pour que chacun-e puisse librement faire le choix de quitter, ou non, son pays d'accueil, d'origine ou de naissance. Cette politique rejoindrait ainsi son objectif premier, celui de répondre aux besoins des plus vulnérables et de contribuer à la construction d'un monde plus juste et plus durable.

Coordination SUD – Solidarité Urgence Développement est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.

Liste des organisations signataires :

Acting for Life, ActionAid France – Peuples Solidaires, Action contre la Faim, Action Santé Mondiale, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Aide et Action France, Aides, Ankata, Association Massif du Tangué en France, Association pour la promotion de la diaspora sénégalaise en France et en Europe, CartONG, CCFD-Terre Solidaire, Comité français pour la solidarité internationale, Le Centre Kram Ngoy, Coalition Eau, Coalition Éducation, Coalition PLUS - Coalition Sida Internationale, Coordination SUD, Collectif des Associations Citoyennes de l'Est Val d'Oise, Comité de Suivi du Symposium sur les Sénégalais de l'Extérieur, Efficoop, Entrepreneurs du Monde, Équilibres & Populations, Experts Solidaires, Fact Madagascar, Fondation Énergies pour le Monde France Libertés – Fondation Danielle Mitterrand, Fondation GoodPlanet, Forum des organisations de solidarité internationale issues des migrations, Gret - Professionnels du développement solidaire, Groupe Initiatives, Grdr Migration-Citoyenneté-Développement, Habitat-Cité, Handicap International, La Chaîne de l'Espoir, La Fédération des Associations des Marocains en France, La Voûte nubienne, La

Plate-Forme pour le Commerce Équitable, Migrations & Développement, Oxfam France, Planète Enfants et Développement, Printemps solidaire, Réseau Euromed France, Réseau financier du codéveloppement, Réseau Foi & Justice Afrique Europe, Secours Catholique – Caritas France, Secours Islamique France, SIWA-FGTO Sustainable Initiatives for Water, Solidarités International, Solidarité Laïque, Solidarité Sida.